



Service public de Wallonie
Economie, Emploi, Recherche

**Département de l'Emploi
et de la Formation
professionnelle**

**Direction des Politiques transversales
Région/Communautés
Cellule Ecole numérique**

**ACCORD-CADRE, AVEC CENTRALE D'ACHAT,
POUR L'ACQUISITION D'ECRANS INTERACTIFS LED 75 pouces
AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENTS SITUES EN WALLONIE**

Procédure ouverte avec publicité européenne

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° O6.01.04-21-1110

Nouveau Plan TIC au service de l'Education.

Accord-cadre en vue de la passation de marchés publics de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation et la mise à disposition, dans les établissements d'enseignement situés en Wallonie, de matériels informatiques à vocation pédagogique, en l'occurrence ici d'écrans interactifs LED 75 pouces (lot unique)

Pouvoir adjudicateur	La Région wallonne représentée par son Gouvernement en la personne de Monsieur Willy BORSUS, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de Compétences
Mode de passation	Procédure ouverte fondée sur l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
Niveau de publicité	Publicité européenne
Modalités particulières	Procédure fondée sur un accord-cadre au sens des articles 2, 35° et 43 de la loi du 17 juin 2016, avec un seul participant par lot et avec constitution d'une centrale d'achat au sens des articles 2, 6° a) et 47 de la loi du 17 juin 2016.
Ouverture des offres	Les offres doivent parvenir au pouvoir adjudicateur par e-Tendering à la date reprise dans l'avis de marché.
Validité de l'offre	La durée de validité de l'offre est de 180 jours de calendrier à compter de la date limite de réception des offres.
Renseignements	La personne de contact pour toute information complémentaire est : Madame Françoise PICARD, Attachée - Juriste francoise.picard@spw.wallonie.be à joindre uniquement via le forum des questions réponses accessible sur le site https://eten.publicprocurement.be
Délai d'exécution de l'accord-cadre	Le délai d'exécution du présent accord-cadre est de maximum 48 mois à compter de la notification au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) de la conclusion du marché. Par ailleurs, en application de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016, l'accord-cadre pourra être reconduit pour une durée de 12 mois, moyennant nécessité dûment justifiée.
Mode de détermination des prix	Marché à bordereau de prix

I. Sommaire

II.	GENERALITES.....	6
A.	Dispositions légales et réglementaires de référence.....	6
B.	Documents applicables au marché	6
C.	Dérogations aux règles générales d'exécution	6
D.	Pouvoir Adjudicateur	7
E.	Fonctionnaire dirigeant.....	7
III.	DESCRIPTION DU MARCHE	8
A.	Présentation du contexte dans lequel s'inscrit le présent accord-cadre.....	8
B.	Mode de passation du marché	9
C.	Objet de l'accord-cadre (articles 2, 35° et 43 Loi).....	9
D.	Centrale d'achat (article 2, 6° a) Loi).....	10
E.	Délai d'exécution du marché (article 147 RGE).....	11
F.	Variantes et options (article 56 Loi)	12
G.	Division en lots (articles 58 et 137 Loi)	12
H.	Evolutions techniques des fournitures et/ou difficultés d'approvisionnement	12
IV.	PROCEDURE D'ATTRIBUTION DES MARCHES FONDES SUR L'ACCORD-CADRE	14
A.	Renseignements.....	14
B.	Offres.....	14
1.	Introduction de l'offre.....	14
2.	Mise à disposition de prototype	15
3.	Sous-traitance (article 73 ARP).....	16
4.	Prix de l'offre	16
5.	Langue (article 53 ARP)	17
6.	Contenu - documents à joindre à l'offre	18
7.	Modalités d'introduction des offres (article 54 ARP)	18
8.	Validité des offres (article 58 et 89 ARP).....	18
C.	Dispositions en matière de sélection qualitative.....	19
1.	Dispositions générales	19
2.	Dispositions particulières.....	22

D.	Critères d'attribution (article 81 Loi)	23
E.	Attribution des marchés fondés sur l'accord-cadre (article 85 Loi)	24
V.	REGLES D'EXECUTION DU MARCHE	25
A.	Sous-traitance (article 12 RGE)	25
B.	Confidentialité (article 18 RGE)	25
C.	Cautionnement (articles 25, 27, 29, 33 et 144 RGE)	25
D.	Pénalités générales (articles 44, 45 et 51 RGE)	26
E.	Pénalités spéciales (articles 44, 45 et 51 RGE)	27
F.	Amendes pour retard (articles 46, 50 et 123 RGE).....	27
G.	Actions judiciaires (article 73 RGE)	28
H.	Modalités de commandes, de livraison et de réception (hors centrale d'achat où les modalités seront fixées par chaque bénéficiaire de ladite centrale, et ce, sauf indications contraires expressément inscrites dans le CSC)	28
1.	Modalités de commande (article 115 RGE)	28
2.	Modalités de réception - Généralités (articles 34, 39 et suivants, 64 et 125 RGE)	29
3.	Modalités de livraison, étiquetage du matériel, vérification des livraisons et réception provisoire (articles 2, 64 et 128 à 131 RGE)	30
4.	Suivi et reporting du marché (uniquement pour les commandes via centrale d'achat)	32
5.	Garantie (articles 65 et 134 RGE)	33
6.	Délai d'intervention, réparation et remplacement	34
7.	Modalités de réparation pendant la période de garantie et de maintenance	35
8.	Réception définitive (articles 2,64 et 135 RGE)	36
I.	Paielements (Articles 66 et 127 RGE)	36
J.	Compensation (article 72 RGE)	37
K.	Clauses de réexamen	38
1.	Révision des prix (articles 10 loi et 38/7 RGE)	38
2.	Evènements imprévisibles dans le chef de l'adjudicateur (article 38/2 RGE)	39
3.	Imposition ayant une incidence sur le montant du marché (article 38/8 RGE)	39
4.	Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire (articles 38/9 et 38/10 RGE)	40
5.	Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire (article 38/11 RGE).....	40

6. Indemnités par suite des suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur et incidents durant la procédure (article 38/12 RGE)	40
7. Interdiction de ralentir ou d'interrompre l'exécution du marché (article 38/13 RGE).....	41
L. Cession de marché (article 2, 9° RGE)	41
VI. CLAUSES TECHNIQUES	42
A. Clauses techniques de base	42
1. Licences	42
2. Documentation	42
3. Installation du matériel comportant un acte technique.....	43
4. Protection et sécurité du matériel.....	43
5. Identification du matériel.....	43
6. Logiciels et programmes	43
7. Mise à disposition de prototype	43
B. Spécifications techniques du lot	45
VII. Annexe 1 : Modèle d'offre.....	48
VIII. Annexe 2 : Estimation des quantités pour 5 années d'exécution de l'accord-cadre (à titre purement informatif, ces quantités n'engageant pas le pouvoir adjudicateur)	51

II. GENERALITES

A. Dispositions légales et réglementaires de référence

Le marché est régi par :

- **La loi du 17 juin 2016** relative aux marchés publics, entrée en vigueur le 30 juin 2017.
- **La loi du 17 juin 2013** relative à la motivation, l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- **L'arrêté royal du 18 avril 2017** relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, ci-après « **ARP** » ;
- **L'arrêté royal du 14 janvier 2013** établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ci-après « **RGE** » ;
- Toutes les modifications aux lois et arrêtés précités, en vigueur au jour de la publication de l'avis de marché et du cahier spécial des charges se rapportant au présent marché.

Les textes qui précèdent peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<http://marchespublics.wallonie.be/fr/informations-generales/bases-legales/index.html>

B. Documents applicables au marché

- Le présent cahier spécial des charges
- L'offre de l'adjudicataire approuvée par le pouvoir adjudicateur
- Les avis et avis rectificatifs relatifs à ce marché, publiés au Bulletin des adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne
- Le DUME électronique

C. Dérogations aux règles générales d'exécution

L'arrêté royal du 14 janvier 2013 (M.B. 14.02.13) fixant les règles générales d'exécution des marchés publics est applicable au présent marché, en particulier ses articles 1 à 73 et 115 à 144.

Toutefois, conformément à l'article 9 de cet arrêté royal, il est dérogé aux dispositions suivantes de celui-ci, à savoir celles contenues aux articles 46, 118 § 2, 129 § 1 et 123 du RGE et ce, suivant les motivations intégrées dans les articles correspondants du cahier spécial des charges (voir Point H.3 Modalités de livraison et réception provisoire).

D. Pouvoir Adjudicateur

L'adjudicateur (appelé également « pouvoir adjudicateur ») est la Région wallonne, représentée ici par son Gouvernement, en la personne de Monsieur Willy BORSUS, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de Compétences.

Hormis les commandes passées via la centrale d'achat qui seront gérées directement par chacun des bénéficiaires de ladite centrale, la gestion de l'accord-cadre sera assurée par le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche, Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Direction des Politiques transversales Région – Communautés, Cellule Ecole numérique.

E. Fonctionnaire dirigeant

Le fonctionnaire chargé de la direction de l'exécution du marché sera désigné lors de la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre.

Les pouvoirs du fonctionnaire dirigeant sont limités par les règles édictées aux articles 18 à 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie.

III. DESCRIPTION DU MARCHE

A. Présentation du contexte dans lequel s'inscrit le présent accord-cadre

En date du 12 décembre 2019, le Gouvernement wallon a marqué son accord sur le lancement d'une procédure de marchés publics de fournitures, fondés sur un accord-cadre, à lancer par procédure ouverte avec publicité européenne, et ce, en vue de venir compléter le catalogue déjà existant de matériel, tel que mis à disposition, depuis 2017, des écoles lauréates des appels à projets annuels Ecole numérique.

Sur cette base, un accord-cadre d'une durée de 4 ans a été lancé, le 14 février 2020, comportant 8 lots de matériels informatiques, ainsi qu'une centrale d'achat ouverte à toutes les écoles wallonnes ainsi qu'à d'autres bénéficiaires et institutions à vocation pédagogique, sans être pour autant des établissements d'enseignement reconnus par la Communauté française ou par la Communauté germanophone (tels que notamment le PASS de Mons, les Espaces Publics numériques labellisés, les Institutions publiques de Protection de la Jeunesse, ...).

Voici la liste des 8 lots de matériels ayant fait l'objet de l'accord-cadre lancé en février 2020 :

Lot 1	Ecran interactif LED 75" avec fixation murale
Lot 2	Piètement mobile pour écran de grande taille
Lot 3	Mini PC Windows sans périphérique
Lot 4	PC type Winbook convertible 11-13" Windows
Lot 5	Kit Lego Education Spike Prime pour la découverte des principes de la programmation
Lot 6	Scanner mobile sans fil avec logiciel OCR
Lot 7	Point d'accès WI-FI
Lot 8	Set de 20 micro:bits avec câbles USB et batteries

Or, il s'avère que la procédure relative à la passation et à l'attribution du lot 1, celui portant sur la fourniture, l'installation et la mise à disposition d'écrans interactifs LED 75 pouces (lot TVI) avec fixation murale, doit être relancée, ce lot n'ayant pas pu être attribué dans le cadre de la précédente procédure.

Lot unique	Ecran interactif LED 75 pouces avec fixation murale
------------	---

Dans le cadre du présent marché passé par accord-cadre, on notera d'emblée que l'adjudicataire devra assurer la formation des conseillers de la Cellule Ecole numérique du Service public de Wallonie à l'utilisation du matériel installé dans les implantations scolaires. Cette formation devra être axée sur la bonne gestion et la maintenance préventive.

Il s'agira ici de former 25 personnes. La durée de la formation sera d'au moins une demi-journée de formation pour un groupe de 25 personnes (prévoir deux sessions de formation).

B. Mode de passation du marché

Par application de l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, le présent accord-cadre est passé par procédure ouverte avec publicité européenne.

C. Objet de l'accord-cadre (articles 2, 35° et 43 Loi)

Le présent cahier spécial des charges porte sur un accord-cadre de fournitures d'écrans interactifs LED 75 pouces avec fixation murale, dit également « lot TVI », à conclure avec un participant, où tous les termes sont fixés, lequel accord-cadre débouchera sur un marché de fournitures et sur des marchés de fournitures subséquents, se rattachant sur base de la classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics), au code CPV 30000000-09 (machines, matériel et fourniture informatique).

Les marchés fondés sur cet accord-cadre auront plus précisément pour objet la fourniture, l'installation et la mise à disposition du lot TVI dans les écoles wallonnes, ayant introduit un projet Ecole numérique dans le cadre tout d'abord, de l'appel à projets dit « EN2020 » et ensuite « EN2021-2022 », auxquels il conviendra d'ajouter les appels à projets ultérieurs lancés au cours des années à venir.

Le présent accord-cadre porte sur un marché et des marchés subséquents, tous à bordereaux de prix, ce qui nécessite la remise de prix unitaires forfaitaires (comprenant l'ensemble des fournitures et prestations nécessaires à leur exécution), prix unitaires forfaitaires qui seront

multipliés par les quantités réellement commandées par le pouvoir adjudicateur et les bénéficiaires de la centrale d'achat.

Le montant du présent accord-cadre est estimé, hors centrale d'achat, et sur la période maximale d'exécution du marché, soit sur 5 années (soit 4 ans + 1 an de reconduction éventuelle), à un maximum de 2.000.000 € HTVA.

Remarque importante :

S'agissant d'un accord-cadre, le cahier spécial des charges n'annonce pas à proprement parler de quantités présumées, mais de simples quantités indicatives, et ce, uniquement pour les commandes de l'adjudicateur (et non celles des bénéficiaires de la centrale d'achat, en abrégé les PAB, pour « Pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires ») ; ces quantités purement indicatives ont été établies sur base des commandes passées lors des précédents appels à projets.

Cependant, les quantités qui seront réellement commandées par l'adjudicateur ne pourront être déterminées avec exactitude, chaque année, qu'au moment de la sélection des projets lauréats des appels à projets. Un tableau estimatif des quantités estimées minimales et maximales figure en annexe 2.

Dès lors, les quantités reprises en annexe 2 à titre purement indicatif n'engagent pas le pouvoir adjudicateur, aucune quantité de commandes ne pouvant être ici garantie au soumissionnaire qui remportera le marché.

Le soumissionnaire tiendra compte de cet impondérable dans le calcul du prix de son offre (aucune certitude ni engagement du pouvoir adjudicateur, quant aux commandes effectives qui seront passées, tout au long de l'exécution du marché).

En conséquence, l'adjudicataire ne pourra, en cours d'exécution de l'accord-cadre, en demander la résiliation au motif que les quantités commandées sont inférieures aux estimations reprises dans le présent cahier spécial des charges.

D. Centrale d'achat (article 2, 6° a) Loi)

Une centrale d'achat, au sens de l'article 2, 6° a) de la loi du 17 juin 2016, est constituée dans le cadre du présent cahier spécial des charges, dont sont bénéficiaires toutes les écoles wallonnes. Par « écoles wallonnes », il faut entendre les établissements d'enseignement situés sur le territoire de la Wallonie, relevant d'un des niveaux d'enseignement suivants : maternel, primaire (ordinaire et spécialisé), secondaire (ordinaire et spécialisé), promotion sociale et catégories pédagogiques de l'enseignement supérieur.

D'autres structures viennent s'ajouter en tant que bénéficiaires de plein droit de la centrale d'achat, à savoir le PASS de Mons, les Espaces Publics numériques labellisés (EPN), les internats

reconnus par la Fédération Wallonie Bruxelles, le Centre de Ressources Pédagogiques de la Fédération Wallonie Bruxelles (CRP), les Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP), l'Agence du Numérique (AdN), le SPW Economie, Emploi et Recherche, les services du Ministère de la Communauté germanophone en charge du suivi pédagogique des projets des écoles et, enfin, les Institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ).

L'existence de cette centrale d'achat a pour conséquence que, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'adjudicataire a l'obligation de pratiquer les mêmes prix à l'égard des bénéficiaires de la centrale d'achat, et de leur consentir les mêmes avantages que ceux octroyés au pouvoir adjudicateur, et ce pour toute commande que ceux-ci viendront à passer sur leurs fonds propres, en plus et indépendamment des commandes passées par la Région wallonne, et ce, étant entendu, pour rappel, qu'aucune quantité de commandes ne peut être garantie, tant de la part du pouvoir adjudicateur que de la part des bénéficiaires de la centrale d'achat.

Les bénéficiaires de la centrale d'achat seront ainsi dispensés de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation de marché.

Seule la Région wallonne est en droit d'appliquer une des mesures d'office prévues à l'article 47 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (RGE) ; seuls la Région wallonne et le (ou les) adjudicataire(s) sont en droit de conclure des avenants ou de modifier unilatéralement les marchés fondés sur l'accord-cadre ou encore de résilier ceux-ci.

Toutefois, les bénéficiaires de la centrale d'achat peuvent valablement, chacun pour ce qui le concerne, appliquer les pénalités ainsi que les amendes pour retard.

Il n'est nullement besoin pour les bénéficiaires de la centrale d'achat de conclure une convention d'adhésion avec la Région wallonne pour accéder à celle-ci, la décision d'adhérer, ou non, à cette centrale d'achat relevant uniquement de leurs autorités et organes respectifs (pouvoirs organisateurs des écoles).

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander à l'adjudicataire du présent marché qu'il lui communique un récapitulatif en termes de volume et de type des différentes commandes passées par les différents Pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires de la centrale d'achat (en abrégé les « PAB »).

E. Délai d'exécution du marché (article 147 RGE)

Le délai d'exécution du présent accord-cadre est de 48 mois à compter de la notification au soumissionnaire retenu de la conclusion du marché.

Par ailleurs, en application de l'article 57 alinéa 2 de la loi du 17 juin 2016, le marché pourra, moyennant nécessité dûment justifiée, être reconduit pour une durée supplémentaire de 12 mois.

Une telle reconduction ne vaudra que si elle se justifie, cette justification résidant par exemple dans la nécessité de continuer à proposer aux écoles, pour une 5^{ème} et dernière année, le lot de matériel considéré, qui par exemple ne répondra(en)t plus aux dernières évolutions techniques, et dès lors, ne serait peu ou plus commercialisés, mais pour lesquels le pouvoir adjudicateur aura reçu, de l'adjudicataire, avant reconduction de l'accord-cadre pour 12 mois, confirmation que ce lot pourra encore être proposé aux écoles une 5^{ème} et dernière année.

F. Variantes et options (article 56 Loi)

Les variantes et les options sont interdites.

G. Division en lots (articles 58 et 137 Loi)

Il s'agit d'un accord-cadre à lot unique portant sur la fourniture, l'installation et la mise à disposition d'écrans interactifs LED 75 ^{pouces} pour fixation murale.

Il est renvoyé aux clauses techniques, pour ce qui est de la description des spécifications techniques requises.

Remarque importante : En application de l'article 54 §2 al.2 ARP, le soumissionnaire est tenu de remettre une seule offre pour le lot considéré, et ce en complétant le formulaire d'offre tel que repris en annexe 1.

H. Evolutions techniques des fournitures et/ou difficultés d'approvisionnement

Au cours de l'exécution du marché, les composants du lot seront probablement sujets à des évolutions techniques et à des changements de gamme qui pourront entraîner des difficultés d'approvisionnement pour l'adjudicataire du lot considéré.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur souhaite pouvoir bénéficier, des évolutions technologiques disponibles sur le marché.

De même il souhaite n'être en aucun cas lésé par la cessation de production d'une des fournitures du marché.

Aussi, anticipant cette évolution, les adjudicataires des différents lots seront tenus d'adresser au pouvoir adjudicateur, de manière annuelle, et au plus tard deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché :

1. Soit la confirmation que les commandes et livraisons pourront continuer à s'effectuer tout au long des 12 mois suivants cette date anniversaire avec les mêmes types de fournitures que pour l'année courante ;

2. Soit une proposition d'une ou plusieurs fourniture(s) alternative(s), bénéficiant des évolutions technologiques du marché, respectant les prescriptions techniques minimales du cahier spécial des charges et offrant des performances au moins équivalentes à celles de la fourniture acceptée pour l'année courante et ce, pour un prix liste identique ou éventuellement inférieur.

A défaut de notification dans les délais prévus, c'est la première option qui est réputée avoir été sélectionnée.

Chaque fois qu'une fourniture alternative sera proposée, ses caractéristiques techniques ainsi qu'un exemplaire prototype seront présentés à l'adjudicateur qui disposera d'un délai d'un mois pour accepter la substitution de l'ancienne fourniture par la nouvelle pour les commandes émises à partir de la date anniversaire de la notification. En cas de désaccord, l'adjudicataire sera tenu de présenter dans les 15 jours une proposition alternative plus acceptable pour les deux parties, à défaut de quoi une amende de 40,00 € par jour (ouvrable) sera due de plein droit, déductible de la facture émise relativement à la prochaine commande des fournitures considérées.

Par ailleurs, sans préjudice de ce qui est précisé au paragraphe précédent, en cas de rupture d'approvisionnement rendant indisponible immédiatement le lot de fourniture considéré, dans l'hypothèse où l'adjudicataire ne disposerait d'autre alternative que de proposer une fourniture moins performante que celle correspondant à son offre, mais répondant toujours aux prescriptions minimales du CSC, l'adjudicataire s'engage à proposer cette fourniture alternative à un prix inférieur, reflétant les prix pratiqués sur le marché.

IV. PROCEDURE D'ATTRIBUTION DES MARCHES FONDES SUR L'ACCORD-CADRE

A. Renseignements

La personne de contact pour toute information complémentaire est :

Madame Françoise PICARD, Attachée Juriste

francoise.picard@spw.wallonie.be

Toute demande relative au présent accord-cadre doit être adressée en français, et ce au moins 10 jours calendrier avant la date limite fixée pour le dépôt des offres, et ce uniquement et obligatoirement via le forum des questions-réponses prévu sur le site <https://eten.publicprocurement.be>.

La réponse sera fournie soit directement via le forum des questions-réponses, soit, et si nécessaire, par avis rectificatif.

Il est donc demandé expressément aux opérateurs économiques intéressés à remettre offre pour ce marché, de poster leurs questions et demandes d'information uniquement sur le forum des questions-réponses qui sera ouvert lors de la publication de l'avis de marché, pour rappel sur le site <https://eten.publicprocurement.be>. De cette manière, les questions, ainsi que les réponses y apportées par le pouvoir adjudicateur, seront portées à la connaissance de tous.

B. Offres

1. Introduction de l'offre

Les offres et les documents exigés par le présent cahier spécial des charges, y compris ceux visés aux chapitres relatifs à la sélection qualitative, seront transmis au pouvoir adjudicateur suivant dépôt électronique (e-tendering).

Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre.

Les offres doivent parvenir au pouvoir adjudicateur par e-tendering à la date fixée dans l'avis de marché.

Les communications et les échanges d'informations entre l'adjudicateur et les opérateurs économiques, y compris la transmission et la réception électronique des offres, doivent, à tous les stades de la procédure de passation, être réalisés par des moyens de communication électroniques.

Les offres électroniques doivent être envoyées exclusivement via le site internet e-tendering <https://eten.publicprocurement.be> qui garantit le respect des conditions établies à l'article 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016, étant entendu que le rapport de dépôt des offres doit être revêtu de la signature électronique qualifiée.

En conséquence, l'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que, l'envoi d'une offre par mail ne répondant pas aux conditions de l'art. 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016, un tel envoi par mail ne pourra en aucun cas être pris en considération.

En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.

Les documents sont signés électroniquement par le soumissionnaire ou par son mandataire. Le soumissionnaire joint en outre à son offre la preuve de la capacité du signataire à engager la société. **À cet effet, il joint l'acte qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Seuls les actes ou procurations dûment publiés au Moniteur belge seront acceptés. Une preuve de cette publication sera obligatoirement jointe à l'offre.**

Pour rappel, lorsque le soumissionnaire est une société (ou une association) sans personnalité juridique formée entre plusieurs personnes physiques ou morales, l'offre est signée par les personnes ayant capacité d'engager chacune d'entre elles. Celles-ci s'engagent solidairement et désignent celle d'entre elles qui sera chargée de représenter le groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Les éventuelles conditions générales jointes à son offre par un soumissionnaire sont réputées nulles et non écrites.

Plus d'informations peuvent être obtenues sur le site : <http://www.publicprocurement.be> ou via le numéro de téléphone de la centrale helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 790 52 00.

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'examiner les documents dans les meilleures conditions, le soumissionnaire remettra une offre, paginée et structurée de la manière suivante :

1. Une table des matières
2. L'offre proprement dite qui doit suivre la structure prévue dans le modèle d'offre en annexe 1 du présent CSC, en ce compris les documents démontrant les pouvoirs du signataire tel que repris dans le rapport de dépôt d'offre.
3. Le DUME, dûment complété.
4. La fiche technique dûment complétée (Fichier tableur annexé au marché)
5. La documentation technique à joindre pour éclairer le pouvoir adjudicateur sur les caractéristiques des produits inclus dans le lot considéré.

2. Mise à disposition de prototype

Le soumissionnaire tiendra à disposition du pouvoir adjudicateur un exemplaire prototype de l'équipement complet ainsi que du logiciel et des pilotes proposés dans l'offre.

Le prototype sera en principe en tous points identique à la description de l'offre.

Toutefois, si le produit proposé dans l'offre n'est pas encore distribué commercialement au moment de la remise de l'offre, le prototype sera aussi proche que possible de cette description. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit, lors des tests qu'il réalisera, d'appliquer librement les coefficients correcteurs qu'il jugera utiles pour tenir compte des différences avec le produit annoncé.

Le prototype sera livré à l'adresse et au jour convenu, suivant échange de courriers électroniques entre le pouvoir adjudicateur et la personne de contact mentionnée dans l'offre.

3. Sous-traitance (article 73 ARP)

En cas de sous-traitance, le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter à des tiers ainsi que les sous-traitants proposés.

4. Prix de l'offre

a) Détermination du prix

Les marchés fondés sur le présent accord-cadre sont à bordereau de prix au sens de l'article 2, 4° de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Le marché à bordereau de prix est celui dans lequel les prix unitaires des différents postes sont forfaitaires et les quantités sont présumées ou exprimées dans une fourchette. Les prix unitaires sont forfaitaires et sont précisés dans le formulaire d'offre. Le prix à payer des commandes sera obtenu en multipliant ces prix par les quantités réellement commandées.

Le marché est attribué sur base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'adjudicateur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont lui et les bénéficiaires auront besoin. En conséquence, les quantités indiquées au cahier des charges régissant le présent accord-cadre sont ici mentionnées à titre purement indicatif, elles n'engagent nullement l'adjudicateur et les bénéficiaires. Dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités indicatives ne seraient pas atteintes, pas plus qu'il ne pourra demander la résiliation du marché pour ce motif.

b) Eléments inclus dans le prix (articles 16 et 19, §3 ARP)

Toute mention de prix dans l'offre doit être effectuée en chiffres avec deux décimales et en toutes lettres, tant pour les prix unitaires que pour le prix total de l'offre.

Les prix remis par le soumissionnaire dans son offre comprennent :

- Toutes les impositions généralement quelconques, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, dont le taux est mentionné séparément dans l'offre du soumissionnaire. Si différents taux d'imposition sont applicables, le soumissionnaire est tenu de spécifier, le taux applicable à hauteur de chacun des postes de l'inventaire.
- **Toutes les réductions de prix éventuelles. En effet la comparaison du prix des offres se fera sur base d'un prix présumé avoir été établi toute réduction éventuelle comprise.**
Dès lors, le prix indiqué dans l'offre du soumissionnaire sera présumé, en tout état de cause, un prix toute réduction éventuelle comprise, sans possibilité pour

le soumissionnaire, une fois passée la date d'ouverture des offres, de rectification du prix de son offre.

- Les autres frais, mesures et impositions prévus à l'article 32 § 2 ARP, dont notamment :
 1. Les emballages, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;
 2. Le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison tel qu'il aura été précisé dans le bon de commande ;
 3. Les frais d'étiquetage du matériel (étiquetage réalisé suivant les spécifications et consignes qui auront été communiquées par le pouvoir adjudicateur, après notification du marché et avant livraison du matériel) ;
 4. L'évacuation éventuelle des emballages et la remise en état des locaux utilisés ;
 5. La documentation relative au matériel et aux logiciels fournis ;
 6. Le montage et la mise en service et l'installation ;
 7. La formation des conseillers de la Cellule Ecole numérique du Service public de Wallonie à l'utilisation du matériel installé dans les implantations scolaires, formation à axer sur la bonne gestion et la maintenance préventive. Il s'agira ici de former 25 personnes (prévoir deux sessions de formation).
La durée de la formation sera d'au moins une demi-journée, par session de formation.
 8. La mise à disposition d'un prototype de matériel tout au long de l'exécution du marché et jusqu'à l'expiration du délai de garantie.
 9. Le stockage des piétements mobiles (faisant l'objet du lot 2) et les frais d'installation de l'ensemble.

c) Vérification des prix (articles 33 ARP et 84 al.2 de la Loi)

Le pouvoir adjudicateur procède systématiquement à la vérification des prix des offres introduites et se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de fournir, au cours de la procédure, toutes indications permettant cette vérification.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate un prix anormalement bas ou élevé et avant d'écarter l'offre pour ce motif, il invite le soumissionnaire à fournir par écrit, dans un délai ne pouvant être inférieur à 12 jours calendrier, les justifications nécessaires à la composition de son prix (détail chiffré et motivé).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter la stricte confidentialité des informations transmises par les soumissionnaires dans le cadre des justifications apportées par ceux-ci, en termes de prix.

5. Langue (article 53 ARP)

Les offres ainsi que toutes leurs annexes doivent être introduites en français.

Par ailleurs, la langue utilisée dans le cadre, tant de la passation que de l'exécution du présent accord-cadre, pour l'ensemble des contacts avec l'Administration ainsi qu'avec tous les autres intervenants (écoles et fournisseurs), est obligatoirement le français.

Tous les documents fournis dans le cadre de l'exécution de ce marché doivent être obligatoirement en français.

6. Contenu - documents à joindre à l'offre

Les éléments suivants doivent être annexés à l'offre par le soumissionnaire, dans cet ordre et en respectant cette numérotation :

a) Pour la sélection qualitative

Les documents précisés infra au point IV.C., à savoir :

- ✓ Le DUME électronique (Document unique de marché européen).
- ✓ La déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires global annuel.
- ✓ Les trois références de marché de fournitures exécutées au cours des trois dernières années précédant la date de publication de l'avis de marché au JOUE.

b) Pour l'attribution de l'accord-cadre

Le soumissionnaire annexera à son offre, outre le formulaire d'offre dûment daté et signé ainsi que les fiches techniques et la documentation technique, tout autre élément qu'il estimera utile, et ce, afin de permettre à l'Administration d'apprécier la qualité de son offre.

7. Modalités d'introduction des offres (article 54 ARP)

Unicité des offres

Conformément à l'article 54 ARP, un soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre pour le présent marché.

Cette obligation est prescrite à peine de nullité : le non-respect de l'obligation de remise d'une seule offre entraînera la nullité de l'offre considérée, laquelle sera d'office écartée, sans possibilité pour le soumissionnaire de la rectifier.

Le soumissionnaire remet offre en utilisant le modèle figurant en annexe 1.

8. Validité des offres (article 58 et 89 ARP)

Le délai de 90 jours de calendrier dont question à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 est porté à **180 jours de calendrier**.

Les soumissionnaires restent dès lors engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours de calendrier à compter de la date limite de réception des offres.

C. Dispositions en matière de sélection qualitative

1. Dispositions générales

En application de l'article 66 §3 de la loi du 17 juin 2016, lorsque les informations ou les documents qui doivent être soumis par le soumissionnaire sont, ou semblent, incomplets ou erronés ou lorsque certains documents sont manquants, le pouvoir adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné de présenter, compléter, clarifier ou préciser les informations ou les documents concernés dans un délai approprié, à condition que ces demandes respectent pleinement les principes d'égalité de traitement et de transparence et, s'il est fait usage de la procédure ouverte, comme c'est le cas présentement, que cela ne donne pas lieu à une modification des éléments essentiels de l'offre.

Les dispositions qui suivent sont applicables tant pour le soumissionnaire que pour ses éventuels sous-traitants.

a) **Motifs d'exclusion obligatoire (articles 67 Loi et 61 ARP)**

En application de l'article 61 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 et sauf à se prévaloir des mesures correctrices prévues à l'article 70 de la Loi, sera exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le soumissionnaire qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour :

- Participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal.
- Corruption, telle que définie à l'article 246 et 250 du Code pénal.
- Fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002.
- Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes.
- Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels que définis à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.
- Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains.
- Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

b) **Motifs d'exclusion relatifs aux dettes sociales et fiscales (articles 62-63 ARP et 68 Loi)**

En application des articles 62 et 63 ARP, sera exclu le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations de paiement de cotisations de sécurité sociale et de dettes fiscales. Néanmoins, conformément au prescrit de la loi, une participation est possible lorsque la dette n'est pas supérieure à 3.000 euros ou lorsque des délais de paiement ont été obtenus et sont strictement respectés.

c) Motifs d'exclusion facultatifs (article 69 Loi)

Sauf dans le cas où le soumissionnaire démontre avoir pris des mesures correctrices conformément à l'article 70 de la loi, pourra être exclu de la procédure de passation, à quelque stade que ce soit, le soumissionnaire se trouvant dans l'un des cas suivants :

- Lorsque le pouvoir adjudicateur peut prouver que le soumissionnaire a manqué aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail.
- Lorsque le soumissionnaire est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute autre situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales.
- Lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer que le soumissionnaire a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.
- Lorsque le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.
- Lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives.
- Lorsqu'il ne peut être remédié par d'autres mesures moins intrusives à une distorsion de concurrence résultant de la participation préalable du soumissionnaire à la préparation de la procédure de passation.
- Lorsque des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.
- Lorsque le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs.
- Le candidat ou le soumissionnaire a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

Les exclusions à la participation aux marchés publics mentionnées ci-avant s'appliquent uniquement pour une période de trois ans à compter de la date de l'évènement concerné ou en cas d'infraction continue, à partir de la fin de l'infraction.

d) Mesures correctrices (article 70 Loi)

Tout soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations visées ci-dessus aux points a) et c) peut fournir des preuves afin d'attester que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité malgré l'existence d'un motif d'exclusion pertinent.

e) Moyen de preuve – Le DUME électronique (Document unique de marché Européen)

Un DUME doit être rempli individuellement par chaque membre d'un groupement soumissionnaire.

Par le dépôt du formulaire DUME, les soumissionnaires déclarent sur l'honneur :

- Ne se trouver dans aucun des cas d'exclusion visés ci-avant ou pouvoir prouver le cas échéant les mesures correctrices prévues par l'article 70 de la Loi, et
- Remplir les conditions fixées pour la sélection qualitative.

Pour ce qui concerne le DUME, l'opérateur économique est renvoyé à la section VI, point VI.3 « informations complémentaires » de l'avis de marché et à l'annexe de cet avis.

f) Pouvoir de vérification (articles 72 § 2 ARP et 73 §3 Loi)

Le pouvoir adjudicateur peut, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, vérifier si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire :

- Pour les causes d'exclusions obligatoires (art. 72 § 2 1° ARP)
 - Un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou d'établissement et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.
- Pour l'exclusion relative aux cotisations de sécurité sociale, lorsque la vérification dans les 20 jours suivant la date ultime de dépôt des offres, via Télémarché ou d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres, ne suffit pas à établir de façon certaine que le soumissionnaire satisfait à ses obligations (art. 72 § 2 2° ARP et 62 § 3 ARP) :
 - Un certificat délivré par l'autorité compétente du pays concerné et lorsque cette attestation n'est pas délivrée dans le pays concerné, elle peut être remplacée par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement.

Par application de l'article 62, §3 ARP, les soumissionnaires belges qui emploient du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sont dispensés de produire une telle attestation.

En effet, la situation de ces soumissionnaires en matière de paiement de leurs cotisations de sécurité sociale sera vérifiée dans un délai de 20 jours par le pouvoir adjudicateur, lequel consultera les bases de données de l'O.N.S.S., via les moyens électroniques prévus à cet effet (art. 62 § 2 ARP). Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation de l'adjudicataire pressenti, avant de prendre la décision d'attribution.

g) Groupement d'opérateurs économiques (article 64, 2° ARP)

Les dispositions reprises au présent cahier spécial des charges sont également applicables, individuellement, à tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre.

La déclaration sur l'honneur implicite s'applique pour chaque participant du groupement d'opérateurs économiques et chaque participant est susceptible de se voir réclamer les preuves énumérées au §3 de l'article 73 de la Loi.

2. Dispositions particulières

Pour être admis à participer au marché, les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences reprises au point ci-dessous et en apporter la preuve conformément aux modalités y mentionnées.

a) Capacité financière et économique (article 67 § 2 ARP)

La capacité financière et économique du soumissionnaire est établie par une déclaration sur l'honneur concernant **le chiffre d'affaires global annuel** qui devra être, pour les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou de début d'activités du soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles, d'un **minimum de 750.000,00 €**.

b) Capacité technique ou professionnelle (articles 68 § 4 ARP)

La capacité technique du soumissionnaire est établie par l'indication de trois références de **marchés de fournitures similaires, soit d'écran TVI de grande taille**, exécutés au cours des trois dernières années qui précèdent la date de la publication de l'avis de marché au Journal officiel de l'Union européenne, précisant le montant, la date et le destinataire public ou privé de chacun des marchés renseignés.

Les trois références de marchés ainsi renseignés, pour les trois dernières années, devront porter sur un montant minimum cumulé HTVA de **120. 000,00 €**.

S'il s'agit de fournitures à des autorités publiques, les livraisons sont prouvées par des attestations de bonne exécution établies ou contresignées par l'autorité concernée.

S'il s'agit de fournitures à des personnes physiques ou à des entreprises privées, les livraisons sont prouvées par une déclaration sur l'honneur établie par l'acheteur attestant que le ou les marchés de référence ont été dûment exécutés.

Le cas échéant, en cas de recours à la sous-traitance, par l'indication des entreprises sous-traitantes et, pour chacune d'entre elles, en précisant la part du marché que le soumissionnaire entend sous-traiter.

D. Critères d'attribution (article 81 Loi)

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre régulière économiquement la plus avantageuse sur base du meilleur rapport qualité-prix, tel qu'évalué selon les critères présentés ci-après (art. 81 § 2 3° de la Loi).

Les offres se verront attribuer une cote sur 100, sur base de la répartition suivante :

- 1. 50 points pour le prix.** Le prix considéré pour la comparaison est le prix total proposé, tout frais compris (installation, étiquetage et autres, ...).

La pondération se fera de la façon suivante :

- L'offre la moins chère (offre la moins-disante) est créditée du maximum des points
- Les points attribués aux autres offres sont répartis selon la formule suivante :

$$\text{Cotation sur 100} = 100 \times \text{pondération du critère prix} \times \frac{(\text{montant de l'offre la moins-disante})}{(\text{montant de l'offre})}$$

- 2. 35 points pour les qualités et performances techniques du matériel proposé :**

Ce critère sera évalué et apprécié au travers des sous-critères suivants :

A. Ergonomie, convivialité, qualités fonctionnelles et logicielles dans un contexte pédagogique (20 points)

Ce sous-critère sera évalués sous les aspects suivants :

- La facilité de mise en œuvre
- L'expérience utilisateur
- La fluidité et la réactivité de l'écosystème (logiciel embarqué)
- La qualité des logiciels intégrés dans l'offre

Ce sous-critère sera évalué en fonction d'une utilisation dans un contexte scolaire.

B. La qualité de l'écran (10 points)

Ce sous-critère s'appréciera en fonction de la qualité d'affichage et de la qualité mécanique de construction.

C. Qualité et richesse de la connectique optionnelle (5 points)

Ce sous critère s'appréciera uniquement en fonction du type, de la qualité et du nombre de connectiques latérales, en plus des spécifications minimales.

3. 15 points pour la rapidité d'intervention en cas de problème technique et pour une éventuelle prolongation de la garantie

Ce sous critère s'appréciera en fonction :

- Du délai maximum de prise en charge proposé par le soumissionnaire, à la suite de la création d'un ticket
- Du délai maximum de réparation proposé par le soumissionnaire
- Des extensions (prolongations) éventuelles de la garantie qui seront proposées par le soumissionnaire

Les points seront attribués en fonction des propositions d'amélioration des soumissionnaires par rapport aux minimas prévus par le cahier spécial des charges.

Pour rappel, l'unité permettant de définir la rapidité d'intervention en cas de problème technique doit être renseignée au minimum en demi-journée (et non en heure) et la garantie en nombre d'années supplémentaires (par rapport à la garantie minimale de trois ans).

E. Attribution des marchés fondés sur l'accord-cadre (article 85 Loi)

L'accomplissement d'une procédure n'implique pas l'obligation d'attribuer ou de conclure le marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer ou à conclure le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode de passation.

La présente procédure de marché public par accord-cadre n'octroie pas au soumissionnaire dont l'offre aura été retenue et à qui le marché aura été attribué un droit d'exclusivité pour toute commande future de matériel correspondant à son offre.

V. REGLES D'EXECUTION DU MARCHE

Les dispositions du présent titre précisent ou complètent les dispositions correspondantes de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution (ci-après « RGE »).

A. Sous-traitance (article 12 RGE)

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire a désigné, dans son offre, les sous-traitants auxquels il entend faire appel pour l'exécution du marché, l'adjudicataire ne peut confier tout ou partie de la prestation à d'autres sous-traitants (que ceux repris dans son offre) qu'avec l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas de l'alinéa précédent, mais également dans l'hypothèse où aucun sous-traitant n'a été désigné dans l'offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger que les sous-traitants satisfassent en proportion de leur participation au marché aux conditions minimales de sélection qualitative imposées au présent cahier spécial des charges.

B. Confidentialité (article 18 RGE)

L'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur, qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment à l'objet du ou des marchés à passer, aux moyens à mettre en œuvre pour leur exécution ainsi qu'au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, prennent toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

L'adjudicataire et le pouvoir adjudicataire s'engagent dès lors à ne pas utiliser ou communiquer de telles informations à d'autres fins que celles nécessaires à l'exécution du présent marché.

C. Cautionnement (articles 25, 27, 29, 33 et 144 RGE)

Le cautionnement couvre les obligations de l'adjudicataire jusqu'à complète exécution de chacun des marchés fondés sur l'accord-cadre.

S'agissant de marchés dont le montant total ne peut être fixé au moment de la conclusion de l'accord-cadre, par application de l'article 25 § 2 alinéas 3, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (RGE), le cautionnement sera constitué au moment de la conclusion de l'accord-cadre avec l'adjudicataire retenu pour le lot considéré, et ce, selon un mode de calcul basé sur les quantités que le pouvoir adjudicateur compte commander durant la première année de l'accord-cadre.

Sur cette base, annuellement, le montant du cautionnement sera de 5 % du montant HTVA des commandes estimées dans le cadre de l'appel à projets considéré. Les montants ainsi obtenus seront arrondis à la dizaine d'euro supérieure.

Dans les trente jours de calendrier qui suivent le jour de la notification du montant du cautionnement à constituer, l'adjudicataire justifie la constitution du cautionnement selon les modalités définies à l'article 27 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (RGE).

La justification, signée par le déposant, devra indiquer au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention « bailleur de fonds » ou « mandataire » selon le cas.

Lorsque l'adjudicataire ne constitue pas le cautionnement dans le délai prévu, il est mis en demeure par envoi recommandé, valant procès-verbal.

Lorsqu'il persiste à ne pas constituer le cautionnement dans un dernier délai de 15 jours prenant cours à la date d'envoi du recommandé, le pouvoir adjudicateur peut décider de constituer le cautionnement d'office par prélèvement sur les sommes dues, une pénalité étant alors appliquée fixée à 2% de l'assiette du cautionnement telle que fixée ci-avant.

Le cautionnement est libérable en une fois, après exécution complète de l'accord-cadre, et ce à la demande expresse et écrite de l'adjudicataire de procéder à la réception définitive, donnant droit à la libération du cautionnement.

D. Pénalités générales (articles 44, 45 et 51 RGE)

Tous les manquements aux clauses contenues dans le présent cahier spécial des charges, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur lors de la passation de chacune des commandes, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer ses manquements sans délai. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée, ou par envoi électronique, à adresser au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivants le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Lorsqu'aucune justification n'a été admise ou lorsqu'une telle justification n'a pas été fournie dans le délai mentionné ci-avant, tout défaut d'exécution donne lieu à une pénalité générale unique d'un montant de 0,07% du montant initial du marché considéré avec un minimum de quarante euros et un maximum de quatre cents euros. Cette pénalité est appliquée à compter du troisième jour suivant la date du dépôt de la lettre recommandée transmettant le procès-

verbal de constat de manquement, jusqu'au jour où le défaut d'exécution a disparu par le fait de l'adjudicataire ou du pouvoir adjudicateur qui lui-même y a mis fin. L'adjudicataire peut demander une remise, totale ou partielle, des pénalités dans les conditions déterminées à l'article 51 RGE.

E. Pénalités spéciales (articles 44, 45 et 51 RGE)

En cas de non-respect des délais de prise en charge et de réparation proposés par l'adjudicataire dans son offre approuvée (conformément au critère d'attribution 3 en page 24 du présent cahier des charges), ce dernier se verra infliger une pénalité de 207,00 € HTVA par jour calendrier de retard.

F. Amendes pour retard (articles 46, 50 et 123 RGE)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45 RGE. Elles sont dues de plein droit, par la seule expiration du délai d'exécution, sans mise en demeure et sans intervention d'un procès-verbal.

Le délai d'exécution s'entend comme étant celui applicable aux livraisons des commandes, aux modifications ou compléments nécessaires afin de permettre la réception provisoire, aux interventions à distance ou sur site dans le cadre de la garantie.

Les amendes pour retard de livraison des commandes sont calculées à raison de 0,1 pour cent par jour de retard, le maximum en étant fixé à sept et demi pour cent, de la valeur des fournitures dont la livraison a été effectuée en retard. Il y aura retard dans la livraison dès que celle-ci est effectuée plus de 7 jours au-delà de la période de livraison précisée lors de la commande. Le pouvoir adjudicateur procède au recouvrement des amendes pour retard de livraison, en les déduisant du montant de la facture correspondant au matériel livré en retard.

En dérogation aux articles 46 et 123 du RGE, les amendes pour retard inférieures à 75 € ne seront pas négligées :

MOTIVATION : les amendes pour retard inférieures à 75 € ne seront pas négligées étant entendu que les commandes passées auprès de l'adjudicataire peuvent être de faible montant, ne donnant dès lors jamais lieu à une amende en cas de retard et rendant ainsi caduques les moyens d'action mis à la disposition du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire peut demander une remise, totale ou partielle, des amendes de retard qui lui sont infligées dans les conditions reprises à l'article 50 RGE.

G. Actions judiciaires (article 73 RGE)

Tout litige, relatif à l'interprétation ou à l'exécution de chacun des marchés qui seront passés sur base de l'accord-cadre, est de la compétence des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Namur.

H. Modalités de commandes, de livraison et de réception (hors centrale d'achat où les modalités seront fixées par chaque bénéficiaire de ladite centrale, et ce, sauf indications contraires expressément inscrites dans le CSC)

Remarque préliminaire :

Dans la mesure où il ressortirait après attribution des lots, que le grossiste est le même pour un certain nombre de lots attribués, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, moyennant accord de l'adjudicataire du lot et de son grossiste, de traiter en direct avec celui-ci, moyennant retour d'informations vers l'adjudicataire.

MOTIVATION : Cette possibilité que se réserve le pouvoir adjudicateur de traiter en direct avec le grossiste dans le processus (de commande et/ou de livraison) ne vise pas à écarter l'adjudicataire de l'exécution du marché mais à simplifier le processus de livraison.

1. Modalités de commande (article 115 RGE)

Le présent cahier spécial des charges prévoit la conclusion de marchés successifs passés sous la forme de bons de commande. Ainsi le lot attribué par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre fera l'objet d'un ou plusieurs bon(s) de commande qui sera(ont) établi(s) selon les besoins et en fonction des projets des écoles wallonnes, dûment validés par la Cellule Ecole numérique du SPW, lesquels bons de commande constitueront autant de marchés fondés sur l'accord-cadre.

Les commandes pourront être émises par le Pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre, soit pendant 48 mois à compter de l'attribution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, et indépendamment des commandes émises par le pouvoir adjudicateur, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les bénéficiaires de la centrale d'achat (dit les « PAB », tels que définis au point **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, auront la faculté de commander, aux mêmes conditions économiques et pratiques (délais de livraison, installation, ...) que la Région wallonne, des exemplaires des fournitures proposées dans le cadre du lot considéré. Cependant, hormis la mise en contact des intéressés avec l'adjudicataire, la Région wallonne ne joue aucun rôle dans l'émission et l'exécution de ces commandes complémentaires. Dès lors, les factures relatives à ces commandes sont à adresser directement aux bénéficiaires « PAB » ayant émis les commandes. Dans tous les cas (pouvoir adjudicateur ou PAB), le matériel installé dans les écoles sera du matériel neuf, conçu et fabriqué moins de

13 mois à compter de la commande, et sauf autorisation expresse à requérir auprès du pouvoir adjudicateur ou des PAB, selon le cas.

2. Modalités de réception - Généralités (articles 34, 39 et suivants, 64 et 125 RGE)

Le contrôle de la qualité des fournitures et des prestations s'effectue au fur et à mesure de l'exécution des commandes.

Les fournitures livrées doivent être en tous points conformes aux spécifications techniques et aux conditions reprises dans le présent accord-cadre et inscrites dans l'offre, telle que sélectionnée par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, on notera que le matériel et les logiciels doivent être exempts de tout vice dû à une mauvaise fabrication ou à des matériaux défectueux et doivent correspondre aux fonctions, aux spécifications et aux caractéristiques qui figurent ou sont établies dans le présent cahier spécial des charges. Il doit s'agir en outre et pour rappel de matériel et de logiciel neufs, conçus et fabriqués depuis moins de 13 mois, à compter de la commande.

Deux types distincts de réception sont à prendre en considération :

Réception provisoire :

Modalités : Les modalités relatives à la ou aux réception(s) provisoire(s) sont précisées ci-après (voir point suivant).

Impact : cette réception provisoire implique une mise à disposition des produits et services commandés par l'adjudicataire et autorise l'adjudicataire à introduire sa demande de paiement auprès du pouvoir adjudicateur suivant les formalités décrites ci-après (V.H.3)

Réception définitive :

Modalités : les modalités relatives à la réception définitive dans le cadre de ce marché sont précisées ci-après au point V.H.8 Réception définitive.

Impact : la réception définitive correspond à l'achèvement complet de chacun des marchés fondés sur l'accord-cadre. Elle implique la libération du cautionnement par le pouvoir adjudicateur, aux conditions par lui fixées (en l'occurrence, voyez supra point V.C Cautionnement).

L'adjudicataire assume l'entière responsabilité des erreurs ou manquements dans les fournitures livrées et les services réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Quel que soit le type de réception visé, si, lors des opérations de vérifications, les conditions du marché ne sont pas rencontrées ou ne le sont que partiellement, l'adjudicataire s'engage à

apporter gratuitement les modifications ou compléments nécessaires dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, délai à l'issue duquel il pourra introduire une nouvelle demande de réception.

A défaut d'exécution endéans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit d'appliquer les sanctions dont question ci-avant aux points V.F du présent cahier spécial des charges.

Toute réclamation au sujet des décisions prises par le pouvoir adjudicateur en matière de réception est formulée par lettre recommandée au plus tard le quinzième jour suivant celui de la date d'envoi du pli contenant les notifications de refus ou d'acceptation moyennant réfaction.

Les éventuels frais relatifs aux modalités de vérification et de réception encourus par chacune des parties sont à leur charge respective.

Pour rappel, les demandes de réception devront être adressées au pouvoir adjudicateur. Toute disposition contraire contenue dans l'offre d'un soumissionnaire sera réputée nulle et non avenue et toute demande de réception adressée en contravention du présent point sera réputée non reçue par le pouvoir adjudicateur.

3. Modalités de livraison, étiquetage du matériel, vérification des livraisons et réception provisoire (articles 2, 64 et 128 à 131 RGE)

Le lieu et l'adresse exacts où les fournitures devront être livrées, c'est-à-dire en principe dans les implantations scolaires concernées, seront précisés une fois le matériel commandé disponible chez l'adjudicataire.

Lors de la livraison, l'administration se réserve le droit de faire inclure aux fournitures livrées, dans la mesure du possible, des composants annexes (documentation, consommables, petit matériel, ...) qu'elle aura préalablement délivrés à l'adjudicataire.

L'adjudicataire du marché utilisera autant que possible des matériaux d'emballage recyclables et évitera d'utiliser des matériaux d'emballage non recyclables.

Lors de chaque livraison, l'adjudicataire prendra en charge l'enlèvement des palettes, l'évacuation éventuelle des emballages et la remise dans leur état initial des locaux utilisés.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait qu'étant donné l'importance des livraisons à effectuer, en des lieux multiples disséminés sur l'ensemble du territoire de la Wallonie, soit dans les implantations scolaires concernées, chaque livraison devra obligatoirement être effectuée dans le respect d'un planning de livraison préétabli et arrêté par la Cellule Ecole numérique de la Direction des Politiques transversales du Service public de Wallonie.

Ce planning de livraison sera communiqué à l'adjudicataire au moins 15 jours ouvrables avant la date des livraisons à effectuer.

Etiquetage :

Tous les équipements actifs fournis par l'adjudicataire devront être identifiés et répertoriés selon les prescriptions émises par le SPW (étiquetage et correspondances étiquettes-numéros de série).

Pour ces équipements actifs, l'étiquette de marquage indéchirable et pérenne, sera apposée sur le matériel, à un endroit bien à vue de l'utilisateur.

Le Service public de Wallonie précisera, après notification de la conclusion de l'accord-cadre, les détails qui devront obligatoirement figurer sur ces étiquettes.

C'est ainsi qu'un étiquetage spécifique sera déterminé pour le matériel acheté en fonds propres (hors projet école numérique), ainsi qu'un autre pour les achats dans le cadre des projets « Ecole Numérique ».

Concernant l'étiquetage propre aux projets « Ecole numérique, le choix du type d'étiquette, les indications à faire figurer sur celles-ci, ainsi que le positionnement de ces étiquettes, sur l'appareil actif ainsi que sur sa boîte individuelle, sera communiqué à l'adjudicataire, lors de chaque commande du SPW.

Pour tout le matériel se rapportant aux projets « Ecole Numérique », l'adjudicataire fournira un fichier de correspondance entre les numéros de séquence, figurant sur les étiquettes, et les numéros de série des appareils actifs.

Vérification des livraisons :

Pour chaque livraison, l'adjudicataire établira un bordereau valant demande de réception provisoire. Pour être recevable, ce bordereau devra reprendre au minimum les informations suivantes :

- L'intitulé des fournitures
- Les quantités
- Le numéro du cahier spécial des charges
- Le numéro et la date du bon de commande.
- Pour chaque item livré, dans un fichier spécifique :
 - Le n° de série
 - Le n° de séquence figurant sur l'étiquette

Tous ces aspects seront précisés à l'adjudicataire lors d'une réunion spécifique qui se tiendra avant tout lancement du processus de livraison.

Le bordereau, dont mention ci-dessus, sera envoyé par l'adjudicataire au pouvoir adjudicateur, le jour même de la livraison des fournitures.

Par dérogation à l'article 118 § 2 RGE, ce bordereau ne peut être remplacé par et ne constitue pas une facture. Il ne sera en tout état de cause pas considéré comme telle par le pouvoir adjudicateur. Aucune facture ne peut être adressée au pouvoir adjudicateur à ce stade de la livraison.

La vérification par le pouvoir adjudicateur de la conformité des fournitures livrées aux stipulations du présent cahier spécial des charges ainsi qu'au bon de commande correspondant, **est effectuée dans les 30 jours calendrier à compter de la date de la livraison (article 120 alinéa 2 RGE).**

Par dérogation à l'article 129 §1 RGE, en l'absence d'une notification de refus des fournitures endéans ce délai de 30 jours calendrier, la réception provisoire des fournitures livrées est automatiquement acquise.

Si, lors des opérations de réception, les performances et/ou fonctionnalités fixées par les documents du marché ne sont pas rencontrées ou ne le sont que partiellement, l'adjudicataire s'engage à apporter gratuitement les modifications ou compléments nécessaires - c'est-à-dire à fournir au pouvoir adjudicateur de nouvelles fournitures - dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur. Un nouveau délai de réception commence alors à courir, à compter du lendemain de la livraison des nouvelles fournitures.

Les frais liés à la fourniture et à la réception d'une nouvelle fourniture, par suite de livraison de fournitures défectueuses, sont à charge de l'adjudicataire.

Pour rappel, la facturation des prestations concernées par la demande de réception ne pourra intervenir qu'après l'expiration du délai de 30 jours calendrier débutant le lendemain de la livraison des fournitures et ce, pour autant que la réception provisoire ait été accordée en faveur de l'adjudicataire.

4. Suivi et reporting du marché (uniquement pour les commandes via centrale d'achat)

Pour ce qui est des commandes passées par les bénéficiaires de la centrale d'achat (soit les pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires, en abrégé les « PAB »), l'adjudicataire transmettra tous les 6 mois, soit pour la première fois 6 mois après la date anniversaire du marché, et pour la seconde, 12 mois, à compter de cette même date, un rapport reprenant toutes les commandes passées par les PAB, au cours des six derniers mois.

Ce rapport contiendra : le nom du client, le numéro de Fase implantation (FI) s'il échet, la date de la commande, la référence de la commande en termes de lot, les quantités commandées, ainsi que les numéros de série se rapportant au matériel ainsi commandé.

Ce rapport semestriel sera à transmettre par voie électronique, à une adresse mail qui sera transmise à l'adjudicataire lors de la notification de la conclusion du marché.

Pour rappel, cette exigence de suivi et de reporting ne vaut que pour les commandes par les PAB, étant entendu que le volume des commandes émanant des projets Ecole Numérique sera géré quant à lui directement par la Cellule Ecole numérique via son outil de gestion.

5. Garantie (articles 65 et 134 RGE)

Pour l'ensemble des équipements (soit leurs composants comme les batteries), logiciels et installations, **le délai minimal de garantie est de trois ans**, et ce, à dater de leur réception provisoire.

Si le soumissionnaire prévoit d'offrir un délai de garantie plus long, il est tenu de le mentionner explicitement dans son offre.

Durant la période de garantie, l'adjudicataire doit remplacer et réparer, à ses frais, les produits dans le délai fixé par les clauses techniques ou les clauses prévues dans son offre si celles-ci sont plus favorables au pouvoir adjudicateur. Pendant la période de garantie, l'entretien, les réparations et les remplacements sont gratuits. Tant les pièces, les heures de travail que le déplacement sont couverts par la garantie.

La garantie couvre tous les équipements et travaux réalisés, sans aucune exception, contre tout vice de conception, de fabrication ou de construction, d'installation et de fonctionnement, et comprend la main d'œuvre, les pièces, les produits, les fournitures, les matériaux nécessaires au bon fonctionnement des installations et à leur entretien, y compris tous frais de transport ou autres. La bonne foi de l'adjudicataire ne peut en aucun cas l'exonérer de son obligation de garantie.

Toute assistance au pouvoir adjudicateur, ainsi que toute adaptation du matériel ou d'autres éléments, seront apportées par l'adjudicataire pour obtenir et maintenir les performances requises au présent cahier spécial des charges.

Si un travail ou un équipement déficient quant à sa durabilité, sa stabilité, son utilisation ou sa qualité est accepté moyennant réfaction pour moins-value, cette dernière peut être assortie ou remplacée par une prolongation du délai de garantie.

Un équipement ou une partie d'équipement remplacé ou réparé durant la période de garantie est assortie d'une nouvelle période de garantie de minimum 1 (un) an, sans pouvoir être inférieur à la garantie initiale, et ce à dater du remplacement ou de la remise en service après réparation.

6. Délai d'intervention, réparation et remplacement

Durant toute la période où le matériel et le logiciel sont couverts par la garantie, les modalités et délais d'intervention sont les suivantes :

- Les demandes d'intervention émanant d'une implantation scolaire sont effectuées par téléphone et par mail, à un numéro et une adresse mail fournis par le fonctionnaire dirigeant. Elles sont confirmées par mail au demandeur par le fonctionnaire dirigeant ou par une ou plusieurs personnes qu'il délègue à cet effet. Dans cette confirmation par mail sera mentionnée une prévision du délai d'intervention.
- A défaut de solution apportée à distance par l'adjudicataire dans les 24 heures, l'intervention sur site, c'est-à-dire dans l'implantation où le matériel a été installé, doit avoir lieu dans le délai tel que mentionné dans son offre et au plus tard dans les 5 jours calendrier, à compter du jour suivant l'envoi de la demande d'intervention en direction de l'adjudicataire.
- La réparation ou le remplacement doit avoir lieu au minimum dans les 10 jours calendrier, à compter de ce même jour.
- Les interventions à distance ou sur site seront réalisées dans les établissements d'enseignement entre 8h30 et 16h30 (période étendue à 18h30 pour les établissements de Promotion sociale), et ce, sans frais supplémentaire pour les écoles, ni pour le pouvoir adjudicateur, ni pour les pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires de la centrale d'achat (dit « PAB »), même en cas par exemple d'erreur de « diagnostic », celui-ci pouvant être réalisé/confirmé avec l'école, au préalable, et à distance.
- Le fournisseur devra prendre en charge, et sous sa responsabilité, toute demande d'intervention émanant d'une école.

7. Modalités de réparation pendant la période de garantie et de maintenance

Le soumissionnaire devra fournir dans son offre un descriptif précis de sa procédure complète d'assistance technique, de sa gestion et de sa capacité de prise en charge des incidents dans des délais raisonnables et au minimum dans les délais précisés au point 6, ainsi que, le cas échéant, des entretiens préventifs. Ce descriptif sera fourni au format texte (maximum 5000 caractères).

Toutes les demandes de réparation seront gérées via le centre de service de Jira Service Management de la Cellule Ecole numérique du SPW ou d'un de ses prestataires, ce qui permettra à l'adjudicataire d'être informé du type et de l'étendue de tout défaut ou dysfonctionnement, dès qu'il surviendra (soit en temps réel).

Dans cette optique, l'adjudicataire devra acquérir au minimum une licence de type Jira Service Management ou équivalente, lui permettant de gérer les tickets liés au suivi des réparations. Son offre devra tenir compte du coût de cette licence sur toute la durée du marché (soit sur 5 années maximum).

La procédure complète de gestion des tickets dans Jira Service Management fera l'objet d'une description complète par le pouvoir adjudicateur, après notification du marché au soumissionnaire ayant remporté le présent marché.

Au vu des exigences précitées, le soumissionnaire procédera, dans son offre, à une description détaillée de son service après-vente qui démontrera sa capacité à répondre aux exigences du présent cahier des charges.

Une fois informé du type et de l'étendue du défaut ou du dysfonctionnement, et si celui-ci rend le matériel ou le logiciel inutilisable en tout ou en partie, temporairement ou définitivement, l'adjudicataire devra assurer la réparation complète, ou le remplacement, du matériel ou du logiciel défaillant dans le délai convenu avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de défaut irréparable ou de dysfonctionnement fréquent d'un même appareil, justifiant un remplacement, l'adjudicataire sera tenu de le remplacer par un appareil équivalent ou meilleur, c'est-à-dire avec des possibilités de fonctionnement identiques ou meilleures, et ce sans frais supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire indiquera dans son offre la période maximale pendant laquelle un utilisateur aura à travailler avec un appareil de remplacement, ce délai maximal devant être le plus court possible.

Si l'adjudicataire, après deux rappels lui transmis par mail avec accusé de lecture, ne procède pas sans délai à la remise en état du matériel et/ou du logiciel, le pouvoir adjudicateur sera en droit de faire procéder à cette remise en état par un fournisseur tiers, et ce, aux frais de l'adjudicataire et sous sa responsabilité en termes de garantie.

8. Réception définitive (articles 2.64 et 135 RGE)

La réception définitive d'une fourniture est automatiquement acquise à l'expiration du délai de garantie, si elle n'a donné lieu à aucune réclamation endéans ce délai.

En cas de réclamation durant le délai de garantie d'une fourniture, le pouvoir adjudicateur dresse un procès-verbal de réception définitive ou de refus de réception définitive dans les quinze jours précédant la fin du délai de garantie.

I. Paiements (Articles 66 et 127 RGE)

Le paiement des fournitures et prestations effectuées par l'adjudicataire dans le cadre des commandes passées par le pouvoir adjudicateur est effectué par acomptes ⁽¹⁾ au fur et à mesure de son avancement, et à l'issue des formalités de vérification et de réception provisoire susvisées.

Le paiement intervient endéans les 30 jours de calendrier à compter de la date de la fin de la vérification et ce, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession de la facture régulièrement établie par l'adjudicataire à l'issue des formalités de réception provisoire dont question ci-dessus.

Chaque facture doit être établie en 1 exemplaire original, libellée T.V.A.C. (exception faite pour les fournisseurs et prestataires de services établis à l'étranger où la facture sera libellée H.T.V.A.).

Chaque facture est en outre accompagnée d'une copie du bon de commande correspondant.

La facture vaut déclaration de créance.

L'adresse de facturation, en direction de l'organisme financier chargé de régler le paiement des factures pour le compte du pouvoir adjudicateur, sera communiquée à l'adjudicataire, lors de la notification d'attribution de marché.

⁽¹⁾ Pour rappel, un acompte consiste en un paiement fractionné du marché ou d'un lot, en contrepartie de la livraison et de la réception d'une fourniture, et ou d'un service effectivement presté et accepté. Un acompte est à ne pas confondre avec une avance, laquelle consiste en un paiement anticipatif d'une partie du marché ou d'un lot, sans contrepartie effectivement prestée et acceptée. Toute avance est interdite dans le cadre du présent marché.

Toute disposition contraire contenue dans l'offre du soumissionnaire sera réputée nulle et non avenue. De même, toute facture ne respectant pas les dispositions reprises ci-avant sera considérée comme irrégulière et, partant, ne pourra donner lieu à paiement.

Toute facture doit porter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date d'émission
- Numéro de facture
- Détails des fournitures et prestations visées
- Référence du bon de commande du pouvoir adjudicateur, avec indication « Projet Ecole numérique ».

En outre, afin de permettre d'identifier, sans erreur, le service à qui cette facture s'adresse, toute facture devra contenir les informations suivantes :

- SPW - Direction des Politiques transversales Région/Communauté - Cellule Ecole numérique.
- Place de la Wallonie, 1, bâtiment II, à 5100 Jambes
- Catherine STASSER, Directrice
- CSC n° 06.01.04-21-1110
- Contrat Belfius Lease n° 58196000

Toute facture devra être adressée et envoyée à l'adresse suivante :

BELFIUS LEASE SERVICES SA
Place Rogier, 11
1210 Bruxelles
TVA : BE 0431.916.551

En cas de facture par mail, l'adjudicateur est invité à envoyer ses factures à l'adresse suivante : angelique.belle@belfius.be

J. Compensation (article 72 RGE)

Conformément à l'article 72 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (RGE), toute somme due au pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché (exemple : les amendes pour retard de livraison ou pour retard d'intervention) est imputée en premier lieu sur les sommes qui sont dues à l'adjudicataire à quelque titre que ce soit, et ensuite sur le cautionnement.

K. Clauses de réexamen

1. Révision des prix (articles 10 loi et 38/7 RGE)

A la date anniversaire du marché, les prix unitaires de l'adjudicataire sont révisés sur la base de l'indice des prix à la consommation.

La formule suivante est d'application pour le calcul de la révision des prix :

$$p = P \times i / I$$

p est le prix unitaire révisé ;

P est le prix unitaire mentionné dans l'inventaire annexé à l'offre ;

i est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de la date anniversaire de la conclusion du marché ;

I est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui où le marché a été conclu.

L'indice des prix à la consommation est disponible sur le site www.statbel.fgov.be/indicators.

Il ne peut être appliqué qu'une révision de prix par an, et ce lors de la date anniversaire de la conclusion du marché, correspondant à la date de notification de la conclusion du marché à l'adjudicataire.

La révision de prix n'est pas automatique ; elle est sollicitée par l'adjudicataire qui introduit sa demande auprès du Pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée, à envoyer à l'adresse suivante :

Service public de Wallonie
Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle
Direction des Politiques transversales
Madame Catherine STASSER, Directrice
Place de la Wallonie, 1
Bâtiment II - Rez-de-chaussée - 5100 Jambes

La révision des prix entre en vigueur :

- Soit le premier jour du mois qui suit le jour anniversaire (de la notification) de la conclusion du marché, dans l'hypothèse où l'adjudicataire a introduit sa demande de révision avant cette date.

La révision des prix concerne alors les fournitures effectivement commandées à partir du jour anniversaire d'attribution du marché.

- Soit le premier jour du mois qui suit l'envoi de la lettre recommandée, dans l'hypothèse où l'adjudicataire a laissé passer une ou plusieurs dates anniversaires.
La révision des prix ne concerne alors que les fournitures effectivement commandées à partir du premier jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée.

Par ailleurs, l'adjudicataire prendra toutes mesures utiles pour se prémunir contre des variations de prix autres que celles liées à une modification de l'indice des prix à la consommation. En effet, de telles variations de prix ne pourront en aucune manière être mises à la charge du pouvoir adjudicateur.

2. Evènements imprévisibles dans le chef de l'adjudicateur (article 38/2 RGE)

Une modification peut être apportée sans nouvelle procédure de passation, lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies.

- 1° la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un adjudicateur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- 2° la modification ne change pas la nature globale du marché ou de l'accord-cadre ;
- 3° l'augmentation de prix résultant d'une modification n'est pas supérieure à 50 % de la valeur du marché ou de l'accord-cadre initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique à la valeur de chaque modification. Ces modifications consécutives ne visent pas à contourner les dispositions en matière de marchés publics.

Pour le calcul du montant visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, lorsque le marché comporte une clause d'indexation, c'est le montant actualisé qui constitue le montant de référence.

3. Imposition ayant une incidence sur le montant du marché (article 38/8 RGE)

Le montant des prix sera revisité en cas de modification des impositions en Belgique ayant une incidence sur le montant du marché.

Une telle révision des prix ne sera possible qu'à la double condition suivante :

1. La modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres et
2. Soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un indice, ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision des prix visée ci-avant.

En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il a réclamées et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché. En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

Les conditions d'introduction des réclamations sont celles prévues à l'article 38/16 du RGE.

4. Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire (articles 38/9 et 38/10 RGE)

Le marché pourra être révisé lorsque l'équilibre contractuel du marché aura été bouleversé au détriment de l'adjudicataire par des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

La révision pourra consister soit en une prolongation des délais d'exécution initialement fixés, soit, s'il s'agit d'un préjudice très important, en une autre forme de révision à convenir avec la Région wallonne ou en la résiliation du marché.

Le marché pourra également être révisé lorsque l'équilibre contractuel du marché a été bouleversé en faveur de l'adjudicataire en raison de circonstances quelconques auxquelles la Région wallonne est restée étrangère.

La révision pourra consister soit en une réduction des délais d'exécution, soit, lorsqu'il s'agit d'un avantage très important, en une autre forme de révision des dispositions du marché ou en la résiliation du marché. Les conditions d'introduction des réclamations sont dans ces deux hypothèses, celles prévues aux articles 38/14 à 38/17 des RGE.

5. Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire (article 38/11 RGE)

Les conditions du marché pourront être révisées lorsque l'adjudicataire ou l'adjudicateur a subi un retard ou un préjudice par suite de carences, de lenteurs ou de faits quelconques de l'autre partie.

Selon le cas d'espèce, la révision pourra consister en une ou plusieurs des mesures suivantes :

- La révision des dispositions contractuelles, en ce compris la prolongation ou la réduction des délais d'exécution
- Des dommages et intérêts
- La résiliation du marché

Seront applicables les articles 38/14 à 38/17 des RGE (conditions d'introduction des réclamations).

6. Indemnités par suite des suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur et incidents durant la procédure (article 38/12 RGE)

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions cumulatives suivantes :

1° la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;

2° la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion de ce dernier, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment ;

3° la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment parce qu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le cas échéant, le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amendes pour retard d'exécution peut être consentie conformément à l'article 50 RGE.

Lorsque les prestations sont suspendues sur cette base, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

7. Interdiction de ralentir ou d'interrompre l'exécution du marché (article 38/13 RGE)

L'adjudicataire ne pourra se prévaloir des discussions en cours concernant l'application d'une des clauses de réexamen pour ralentir le rythme d'exécution, interrompre l'exécution du marché ou ne pas reprendre celui-ci, selon le cas.

L. Cession de marché (article 2, 9° RGE)

Toute cession de marché fondé sur le présent accord-cadre est conditionnée à l'accord préalable et exprès de la partie cédée, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que la reprise par l'entreprise cessionnaire des droits et obligations de l'adjudicataire cédant.

Lorsque le marché est cédé par l'adjudicataire, cet accord est subordonné à la satisfaction par le cessionnaire aux exigences de sélection appropriées.

Dans tous les cas, cet accord est subordonné au maintien des conditions essentielles du marché.

VI. CLAUSES TECHNIQUES

A. Clauses techniques de base

1. Licences

S'agissant d'un lot comprenant une solution basée sur des logiciels et/ou systèmes d'exploitation payants, le soumissionnaire doit inclure le coût des licences dans son offre ventilé à hauteur des postes adéquats. Il conviendra de préciser le nombre et la version des licences requises. L'ensemble des coûts de licences doivent être calculés et repris dans les postes correspondants.

En résumé, toutes les licences payantes éventuelles devront être détaillées et chiffrées. Le soumissionnaire en fera la ventilation dans son offre et aux postes adéquats.

2. Documentation

Un manuel d'utilisation détaillé et complet, et un guide de démarrage rapide à destination de l'utilisateur final seront fournis au format numérique (PDF).

Le guide de démarrage rapide détaillera toutes les étapes d'une mise en route de façon autonome pour l'utilisateur final ayant un maximum de 5 minutes à consacrer à cette tâche.

La documentation devra contenir un guide de bonnes pratiques pour une bonne utilisation de l'écran (précaution à respecter, en termes d'entretien et d'utilisation).

Un exemplaire de cette documentation devra être annexé numériquement lors de la remise de l'offre.

Les supports de documentation devront être fournis en français, libres de droits de reproduction.

Ils comporteront :

- Une table des matières.
- Un glossaire.
- Le tout, sous une forme d'écriture favorisant la clarté des textes (p. e. peu d'utilisation de la forme passive, pas de synonymes, pas de double négation).
- Le minimum possible de « releases notes » non intégré dans la documentation de base.
- Une vidéo-démo, pour rappel libre de droits, présentant les fonctionnalités du matériel et des logiciels inclus dans l'offre ; cette vidéo-démo sera accessible au minimum via un lien internet.

Pour chaque mise à jour du lot, une mise à jour des configurations, de la documentation et des supports de documentation (identifiée par son numéro de version) sera fournie par l'adjudicataire. Cette copie comprendra la mise à jour de la documentation technique détaillée ainsi que le cas échéant que le guide de démarrage rapide et celui relatif aux bonnes pratiques tel qu'il aura dû être mis à jour.

3. Installation du matériel comportant un acte technique

L'installation sur site, réalisée par le fournisseur adjudicataire devra respecter les normes de sécurité en vigueur dans les établissements scolaires.

Pour réaliser l'installation du matériel, le fournisseur adjudicataire respectera les indications données par l'utilisateur final à condition que celles-ci n'entrent pas en conflit avec les normes de sécurité en vigueur dans les établissements scolaires.

4. Protection et sécurité du matériel

La solution doit prévoir un moyen permettant de sécuriser physiquement le matériel, et ce en respectant le prescrit suivant :

Le soumissionnaire doit préciser en détail les différentes possibilités, en les étayant au besoin de schémas explicatifs.

La méthode de sécurisation est évaluée en prenant en compte sa fiabilité, sa facilité de mise en œuvre et son coût.

Le soumissionnaire est en mesure de fournir tous les éléments nécessaires à la sécurisation physique des périphériques actifs. Il fera clairement apparaître tous les coûts associés à sa ou ses méthodes de sécurisation.

5. Identification du matériel

Tous les équipements actifs fournis par l'adjudicataire devront être identifiés et répertoriés selon les prescriptions émises par le SPW (étiquetage et correspondances étiquettes-numéros de série).

Pour ces équipements actifs, l'étiquette de marquage stipulant l'identification et l'appartenance de l'équipement, indéchirable et pérenne, sera apposée à vue de l'utilisateur.

Le SPW précisera, lors de la notification de la conclusion de l'accord-cadre, la nomenclature de la numérotation de l'ensemble des équipements.

Le choix du type d'étiquette et le positionnement de celle-ci seront décidés de commun accord avant la première livraison sur proposition de l'adjudicataire.

6. Logiciels et programmes

Pour chaque composant le permettant, le soumissionnaire précisera le lien internet où les logiciels et programmes, à jour, pourront être téléchargés.

7. Mise à disposition de prototype

Le soumissionnaire tiendra à la disposition du pouvoir adjudicateur un prototype du matériel proposé dans son offre, de façon à permettre à celui-ci de réaliser des tests techniques. Sur demande et en accord avec le fonctionnaire dirigeant, le soumissionnaire lui présentera son

produit. Le prototype, sera livré à l'adresse et à la date qui sera signifiée par le pouvoir adjudicateur, via courrier électronique, à la personne de contact mentionnée dans l'offre.

Les tests seront réalisés entre autres dans le cadre des configurations à installer dans les écoles et permettront d'évaluer la validité et la performance du matériel proposé.

L'adjudicataire retenu aura l'obligation de mettre à disposition du pouvoir adjudicateur, sans frais supplémentaires pour celui-ci, le prototype proposé, et ce tout au long de l'exécution du présent marché et jusqu'à l'expiration du délai de garantie.

Les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue seront invités à venir reprendre leurs prototypes, via courrier électronique que le Pouvoir Adjudicateur adressera, en temps utile, à la personne de contact mentionnée dans l'offre, après notification de l'attribution du lot au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée la plus avantageuse économiquement. Tout soumissionnaire qui ne souhaite pas récupérer son prototype, le mentionnera expressément dans son offre.

En cas d'évolution technique ayant entraîné la substitution d'un équipement par un autre, un exemplaire de ce nouvel équipement sera également mis à disposition du pouvoir adjudicateur, et ce, sans frais supplémentaire mis à sa charge, et sans reprise du prototype initial.

Qu'il s'agisse des prototypes retournés aux soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue ou des prototypes mentionnés au paragraphe précédent, le Pouvoir adjudicateur sera déchargé de toute responsabilité en cas de perte, vol, détérioration ou destruction partielle et totale, durant leur mise à disposition, et ce sans frais supplémentaire mis à sa charge.

B. Spécifications techniques du lot

Code	Description sommaire
Lot unique	Ecran interactif LED 75 ^{pouces} pour fixation murale

Spécifications matérielles minimales requises	
Poids	< 90 Kg
Ecran	Taille 75"
	Résolution 3840X2160
	Taux de rafraichissement 60 Hz
	Dalle LED
	Protection verre trempé (MOHS7)
	Contraste statique 1200 :1
	Luminosité 400 nits
	Angle de vue >= 170°
Nombre de points de détection simultanés	10
Support mural et fixation	VESA 800x400 mm ou 600x400 mm Compatibilité VESA requise également pour fixation sur support mobile, fourni par ailleurs (voir infra)
Technologie d'interactivité	Infrarouge ou capacitif
Système audio intégré	2x10W
Connectiques physiques (latérales uniquement)	2 HDMI 2.0
	1 VGA (ou via adaptateur inclus dans le lot)
	1 prise audio stéréo mini-jack 3,5 mm
	1 USB-C avec norme DisplayPort 1.2
Connectiques sans fil (intégrées uniquement)	Bluetooth 4.0
	Wifi 802.11ac
	Technologie de recopie d'écran
Stylets	2 fournis
Logiciel	OS Android 8 intégré
Sécurité	Sécurisation des câbles
	Sécurisation physique des composants

Consommation électrique	Norme Energy star ou autre standard européen
Plus appréciable	
Technologie de recopie d'écran	Avec retour tactile bidirectionnel
Stylets	Aimantés sur l'écran
Gestion	Fonctionnalité intégrée de contrôle à distance (via application gratuite fournie)

Concernant le produit :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter toute offre proposant des écrans présentant des connectiques avant en façade, lesquelles en effet ont démontré qu'elles n'étaient pas adaptées à un usage en milieu scolaire (risque d'arrachement).

Installation fixe :

Une connexion au système électrique de l'école devra être réalisée via le raccordement à une prise électrique (220V + terre) mise à disposition à cet effet à une distance de maximum 10 mètres.

L'installation fixe sera réalisée par l'adjudicataire sans supplément de prix et devra respecter les normes de sécurité en vigueur dans les établissements scolaires.

L'adjudicataire mettra particulièrement tout en œuvre pour assurer l'installation de l'écran sur le support mural fourni avec ce lot et garantissant un positionnement sécurisé.

L'adjudicataire veillera également à fournir et à installer tout le câblage nécessaire au fonctionnement du matériel.

Il veillera en outre à fixer le dispositif au mur et à relier l'ensemble des câbles, en manière telle que ces câbles soient le moins visible possible.

Installation mobile :

L'écran pourra être installé sur un piétement mobile, disponible par ailleurs.

Si la compatibilité demandée (pour rappel, compatibilité VESA) est reconnue par les deux parties, il reviendra à l'adjudicataire de l'écran de se charger de l'installation.

Aucun supplément de prix ne pourra être réclamé par l'adjudicataire du lot considéré (soit l'écran TVI) pour le montage de celui-ci sur support mobile.

Approuvé par Willy BORSUS

Vice-Président de la Wallonie, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de Compétences.

VII. Annexe 1 : Modèle d'offre

ANNEXE 1 : OFFRE

Lot unique : Ecran interactif LED 75 pouces pour fixation murale

Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche

Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Direction des Politiques transversales

Cahier des charges n° 06.01.04-21-1110

**Accord-cadre avec centrale d'achat pour l'acquisition d'écrans interactifs 75 pouces,
avec fixation murale, à installer dans les écoles wallonnes**

Procédure ouverte - Publicité européenne

- Le soussigné :
(Nom, prénom et qualité ou profession, domicile et nationalité)

où

- La Société :
(Raison sociale ou dénomination, forme, adresse du siège social,
n° d'entreprise et nationalité)

Représentée par le(s) soussigné(s) :
(Nom(s), prénoms et qualité(s))

où

- Les soussignés :
.....
.....

(Pour chaque participant : nom, prénom, qualité ou profession, domicile et nationalité OU la raison sociale ou la dénomination, la forme, adresse du siège social, le n° d'entreprise et la nationalité)

Réunis en groupement sans personnalité juridique pour le présent marché et s'engageant solidairement, représentées par :

(Indiquer nom, prénom, qualité ou profession et domicile)

s'engage (ou s'engagent) sur ses/leurs biens meubles et immeubles à exécuter, conformément aux clauses et conditions du cahier spécial des charges n° O6.01.04-21-1110, le lot unique considéré (lot TVI) pour lequel un montant est mentionné, moyennant les sommes suivantes (exprimées en toutes lettres) :

Lot unique

Prix unitaire (HTVA) :Euros

(TVA) :Euros

Prix unitaire (TVAC) :Euros

Montage et installation fixe, ou mobile, incluant le matériel nécessaire (à l'exception du piètement mobile, fourni par ailleurs) :

Prix unitaire (HTVA) :Euros

(TVA) :Euros

Prix unitaire (TVAC) :Euros

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE DE CONTACT :

Nom et prénom :

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Numéro de GSM :

Adresse e-mail :

PAIEMENTS :

Les paiements seront valablement opérés par virement au compte n° (IBAN)
.....(BIC) ouvert au nom de auprès de l'établissement financier
.....

EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Identité du(es) sous-traitant(s) :

(Pour chaque sous-traitant, indiquer : nom, prénom, qualité, profession, domicile et nationalité OU la raison sociale ou la dénomination, la forme, adresse du siège social, le n° d'entreprise et nationalité)

Pour chaque sous-traitant, la part du marché sous-traitée :

ANNEXES

Sont annexés à la présente offre :

(Énumérer les annexes. Les documents à annexer sont spécifiés supra au point IV.B.5.a du présent CSC
« Contenu de l'offre – documents à joindre »)

Fait à _____, le _____

Le(s) soumissionnaire(s)

(Signature. En cas de groupement sans personnalité juridique, l'offre doit être signée par chaque participant)

VIII. Annexe 2 : Estimation des quantités pour 5 années d'exécution de l'accord-cadre (à titre purement informatif, ces quantités n'engageant pas le pouvoir adjudicateur)

N°	Type	Quantités estimées minimum	Quantités estimées maximum
Lot unique	Ecran interactif LED 75" pour fixation murale	440	875